

# Présentation du rapport de l'AIEA : **MORUROA ET FANGATAUFA PROPRES ET SANS DANGER**

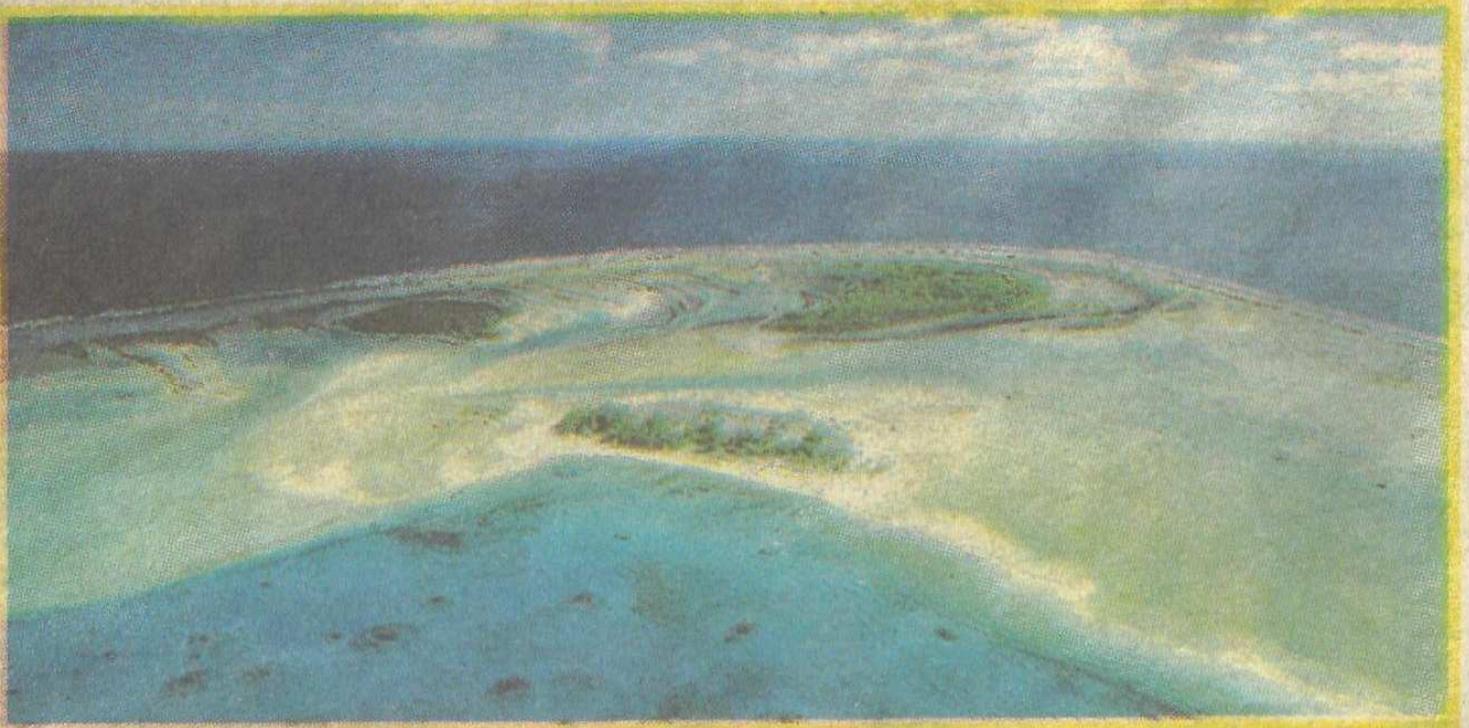


Photo : D. Pardon.

*Nous l'avions annoncé dès mardi matin : le rapport des scientifiques de l'AIEA, aussi rigoureux qu'indépendants, ne laisse pas de place au doute : si dans le Pacifique les Anglais et les Australiens ont laissé des sites nucléaires très pollués (Montebello, Maralinga), si les États-Unis ont abandonné les Marshall (Bikini, Enewetak) dans un état épouvantable, les Français, parce qu'ils surent tirer les leçons des erreurs passées, restituent à la nature deux atolls pratiquement pas contaminés et tout à fait sains pour la vie.*

**(VOIR PAGE 22)**



Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

# DES TIRS ATOMIQUES "SANS EFFET SUR LA SANTÉ" SELON LES EXPERTS

Les scientifiques de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont présenté, jeudi matin à l'université du Pacifique à Punaauia, les résultats de leur étude de la situation radiologique sur les atolls de Moruroa et Fangataufa. Face à leurs conclusions plutôt rassurantes, en tout cas en ce qui concerne le présent et l'avenir, les antinucléaires réclament la levée du secret défense et la poursuite du contrôle radiologique des sites.

nombreux opposants aux expérimentations nucléaires, ont assisté hier matin dans le grand amphithéâtre de l'université du Pacifique à la présentation officielle des résultats de l'étude menée à Moruroa et Fangataufa par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'objet de cette étude était d'évaluer la situation radiologique sur les deux atolls, de déterminer l'existence d'éventuels risques radiologiques pour la population et de faire des recommandations sur la nature, l'ampleur et la durée des activités de surveillance ou autres mesures correctives qui pourraient être nécessaires. Globalement, les conclusions de l'AIEA se montrent très rassurantes (voir encadré). Elles recourent d'ailleurs nombre d'informations émanant des autorités françaises, ce qui ne manque pas de soulever la suspicion des plus radicaux de la cause antinucléaire.

### Les antinucléaires peu convaincus

Pendant plus de quatre heures, les représentants de l'AIEA ont expliqué leur démarche, le déroulement de l'étude et leurs conclusions, non sans préciser que cette étude ne porte en rien sur la période d'activité du CEP, mais sur les situations radiologiques actuelle et future.

Au terme de la présentation des conclusions, divers opposants à la bombe ont pris le micro pour poser des questions, ou pour donner leur avis... Le conseiller du Tavini Huiraa, Hiro Tefaarere, a ouvert le bal en rappelant dans le détail son curriculum vitae de quasi-martyr de la cause antinucléaire et indépendantiste. L'ancien syndicaliste demande que soit levé le se-



De 1975 à 1996, ce sont 127 tirs souterrains qui ont été effectués à Moruroa contre une dizaine à Fangataufa.

cret défense concernant les dossiers de santé des travailleurs de Moruroa. De son côté, Gabriel Tetiarahi de l'ONG "Hiti Tau" s'étonne que les conclusions de l'AIEA soient différentes de celles de l'armée française, dénonce le mutisme de l'État français et regrette que l'AIEA ne parle pas de l'exposition des populations à l'époque des tirs aériens.

Enfin, Marie-Thérèse Danielsson s'étonne de la convergence des résultats de l'AIEA et de ceux des autorités françaises, alors même que certains scientifiques qualifient les rapports français de "très partiels". Elle rappelle que le premier essai atomique s'est effectué sur barge et non en altitude, et s'interroge sur le mode de financement de l'étude de l'AIEA.

### Des chiffres "solides"

"Nous avons totalement confiance dans la validité de nos résultats" expliquaient hier les

représentants de l'AIEA qui précisent d'emblée que leur mission ne consistait nullement à cautionner ou à dénoncer les essais atomiques français dans le Pacifique. Autrement dit, tout procès d'intention serait déplacé, d'autant que les experts ne cachent pas qu'ils sont eux-mêmes opposés au principe des expérimentations atomiques... "La marge d'erreur est telle que même si nous nous étions trompés de beaucoup, il n'y aurait toujours pas de danger" soulignait même l'un d'entre eux, "nous avons choisi d'envisager tous les scénarios les plus pessimistes, notamment des cas de tremblement de terre, de cyclone, de vol-

canisme, d'intrusion humaine, de glissement de la roche carbonatée..."

À propos de la surveillance future des sites, l'AIEA précise que si elle juge qu'une présence est désormais inutile à Moruroa et Fangataufa pour raisons de sécurité, elle est toutefois favorable à ce que les scientifiques poursuivent des recherches sur ces sites. À signaler enfin que le conseiller Jean-Jacques Lequerré s'est déclaré "très heureux de connaître les très bons résultats de cette enquête", avant de demander également que le contrôle sur les sites se poursuive malgré tout.

D Grivois

DES représentants de l'État, du Territoire, de l'armée, du Conseil économique, social et culturel (CESC) ainsi que des membres de la société civile, parmi lesquels de

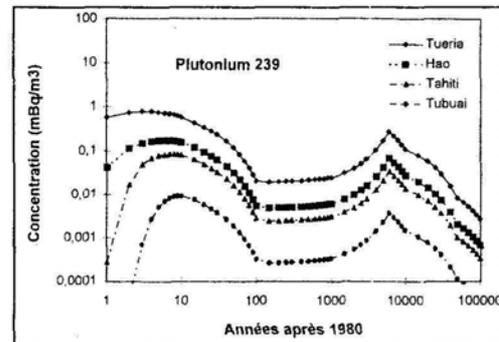


Les experts Gail de Planque (présidente du comité consultatif international-CCI), Gonzalez (directeur de la sûreté radiologique et de la sûreté des déchets à l'AIEA), Mc Ewan (directeur du laboratoire national néo-zélandais des rayonnements) et Des Levins (spécialiste du génie chimique et de l'ingénierie des déchets en Australie).

### Le rappel des conclusions

TOUT d'abord, l'étude de l'AIEA a permis de conclure qu'il n'y aura "aucun effet sur la santé qui puisse être diagnostiqué médicalement chez un individu ou décelé dans un groupe par des études épidémiologiques et qui seraient attribuables aux doses de rayonnement estimées qui sont reçues actuellement ou qui seraient reçues à l'avenir par des personnes du fait des matières radioactives résiduelles présentes à Moruroa et à Fangataufa. A propos des risques de cancer, l'AIEA indique qu'aux très faibles niveaux de doses estimées par l'étude, il n'y aura "aucune modification des taux d'incidence de

cancer dans la région qui soit attribuable à l'exposition aux rayonnements provoqués par les matières radioactives résiduelles présentes à Moruroa et à Fangataufa. Quant aux incidences sur le milieu biologique, l'étude de l'AIEA conclut que dans l'ensemble, "les débits de doses de rayonnement et les modes d'exposition attendus sont tels qu'ils ne pourraient avoir aucun effet sur des groupes de population du biotope. Enfin, l'AIEA estime "qu'aucune mesure n'est nécessaire à Moruroa et Fangataufa pour des raisons de protection radiologique, que ce soit maintenant ou à l'avenir."



Variation du relèvement prévu des concentrations de Plutonium 239 +240 avec le temps dans quatre sites du Pacifique Sud (Source : AIEA).

### Les Protestants souhaitent l'accès aux archives

DANS un communiqué adressé à notre rédaction, l'Église évangélique de Polynésie française (EPPF) indique qu'elle trouve un nouvel élément de réponse dans l'étude réalisée par l'AIEA. L'EPPF "se réjouit que des agences puissent enquêter et apporter aux populations leurs conclusions", d'autant que celles de l'AIEA "montrent que contrairement aux déclarations récentes des autorités militaires françaises, les essais nucléaires dans le Pacifique n'ont pas été propres mais que du plutonium se trouve encore dans les sédiments des lagons ainsi que d'autres éléments chimiques comme l'américium, le tritium et le césium 137". De plus, l'étude de l'AIEA "signale que des fuites ont eu lieu à la suite d'essais souterrains, ce que les autorités du CEP ont toujours nié malgré les témoignages de travailleurs dans l'ouvrage "Moruroa

et nous". Une fois de plus, après les documents publiés par le Nouvel Observateur, les autorités du CEP sont contredites. L'Église évangélique, qui regrette de ne disposer que d'un résumé des conclusions de l'étude, déplore que l'étude ne s'attache qu'à des situations présentes et à venir, car "de nombreuses craintes restent sans réponse, notamment concernant les travailleurs polynésiens ayant effectué de longs séjours sur les atolls durant les premières années des essais". Les Protestants demandent au gouvernement français de permettre l'accès aux archives militaires faites sur les essais nucléaires, et réclament toujours "la réalisation d'une enquête indépendante". L'EPPF veut lever le voile sur toutes les inconnues des conséquences des essais, car elle croit à "l'importance d'établir la vérité et de l'offrir aux personnes concernées."

### Huit kilos de plutonium dans les lagons

LES quantités de plutonium dans les sédiments des lagons des deux atolls où la France a effectué 193 essais atmosphériques et souterrains de 1966 au 27 janvier 1996 sont "relativement grandes" : 5 kg à Moruroa et 3 kg à Fangataufa - indique l'AIEA. Le rapport ajoute cependant que ces quantités sont "de peu d'importance du point de vue radiologique, en raison principalement du faible taux de transfert du plutonium aux personnes par les voies possibles, c'est-à-dire d'ingestion ou d'inhalation".

Les auteurs du rapport précisent encore que "la disponibilité" du plutonium devrait diminuer avec le temps par suite de "l'enrichissement des sédiments lagunaires dans l'océan ou leur enfouissement par accumulation de sédiments nouveaux". Ce rapport, demandé par la France en 1995 à l'AIEA, est intitulé "Situation radiologique sur les atolls de Moruroa et Fangataufa". Mme Gail de Planque a affirmé que les études des 55 spécialistes et des 18 laboratoires internationaux indiquent que les matières radioactives résiduelles présentes à Moruroa ou

Fangataufa ne représentent aucun danger, "ni pour la santé des populations, ni pour le milieu biologique indigène" des deux atolls ou des îles avoisinantes. Le rapport note qu'il n'existe aucun indice d'une influence des rayonnements sur l'incidence de la maladie causée par la consommation de poisson contaminé par une ciguatera, une maladie dont les symptômes étaient déjà connus il y a plus d'un siècle. L'AIEA estime par ailleurs qu'en raison "des très faibles niveaux de dose" ou cours des trente dernières années,

"aucun changement dans les taux d'incidence du cancer dans la région" ne peut être attribué "à une radioexposition causée par des matières radioactives résiduelles ou reçue à la suite des essais atmosphériques". Le rapport de l'AIEA doit être également présenté cette semaine aux États membres du Forum du Pacifique sud à Fiji et en septembre, à la Conférence générale de l'Agence en Autriche. Ce rapport aura coûté pour sa réalisation plus de 291 millions CFP dont les deux tiers pris en charge par la France.

